



Lundi 9 septembre 2019

Retraites : ne nous laissons pas enfumer par Macron

Après 18 mois d'une « concertation » sur un nouveau système « universel » de retraite menée par le « haut-commissaire » Delevoye, le gouvernement a finalement décidé de faire un nouveau round de rencontres, voire une « consultation citoyenne ». Pour commencer, tous les dirigeants syndicaux ont été reçus la semaine dernière par le Premier ministre, qui leur a répété qu'il voulait passer à un système de retraite « à points ». En clair, le gouvernement retarde simplement son projet de quelques mois. Pour mieux nous enfumer avec la « nouvelle » méthode de « l'acte II » du gouvernement.

Une « valeur » qui se dégrade...

L'essentiel pour Macron est de faire passer les retraites de base dans un système « par points », avec soit un âge « pivot » (64 ans en 2025), soit un allongement de la durée de cotisation pour avoir le taux plein. Un système plus juste selon Delevoye, car chaque euro cotisé donnerait le même droit à pension. Un tel système fonctionne déjà pour les retraites complémentaires : on acquiert des points en cotisant et la retraite versée est égale au nombre de points acquis multiplié par une somme, la valeur de service.

Sauf que, sur la durée, la cotisation pour acheter un point a augmenté plus vite que cette valeur de service qui, elle, suit au mieux l'inflation officielle. Résultat : d'année en année, pour les nouveaux retraités, une pension plus faible par rapport au dernier salaire. En parallèle, les retraites de base ont aussi baissé – depuis les lois Balladur de 1993 pour la plupart des salariés du privé. Mais les systèmes par points permettent une adaptation plus rapide aux « aléas économiques », donc aux exigences du patronat, et c'est bien cela qui plait à Macron.

Baisse des retraites pour tous ?

Pour la retraite de base, qu'il veut aussi désormais « par points », Delevoye parle aujourd'hui d'une valeur de service de 0,55 € par point acheté 10 €. Mais ce sera ajustable chaque année, avec une « règle d'or » fixant les dépenses de retraite à environ 14 % du PIB, alors même que le nombre de retraités va augmenter. Il est donc clair que les retraites vont baisser. Delevoye a bien imaginé neuf cas qui seraient gagnants... mais en allongeant la durée de cotisation à 44,3 ans !

Le collectif « reformesdesretraites.fr » a comparé la pension touchée, à carrières identiques, par un parent né en 1961 et son enfant né en 1990, partant tous deux à la retraite à 64 ans. Pour un salarié proche du Smic, le montant de la retraite passerait de 81,6 %

du dernier salaire pour le père, dans le système actuel, à 65,8 % pour le fils, dans le nouveau. Et vu le niveau du chômage et le développement de la précarité, il est probable que la baisse sera encore plus nette, puisque ce ne seront plus les 25 meilleures années (ou les six derniers mois pour les fonctionnaires) qui serviront de base de calcul mais toute la carrière.

Rappelons que, malgré les diverses exonérations de cotisations patronales de ces dernières années, le régime général de retraite est à l'équilibre. La réforme de Macron, en baissant les pensions versées, aura surtout pour effet de pousser les salariés qui en ont les moyens à cotiser à des retraites supplémentaires par capitalisation, c'est-à-dire à jouer en bourse leur avenir.

Contre la « retraite universelle » au rabais, à quand une mobilisation universelle ?

Alors que ces dernières années les dividendes des actionnaires n'ont cessé de croître, pas question d'accepter comme avenir une pension de misère à un âge plus tardif, et de cotiser plus longtemps pour une retraite plus courte et en moins bonne santé !

Macron et Delevoye veulent nous imposer une retraite « universelle » au rabais. Il est grand temps d'une mobilisation « universelle » contre eux, aux côtés des enseignants, des hospitaliers, des salariés en butte aux licenciements, à la précarité et aux bas salaires qui déjà manifestent leur colère.

FO et la CGT appellent pour la fin du mois à des manifestations contre la réforme des retraites qu'on espère les plus nombreuses possibles. Mais pour l'un c'est le 21, pour l'autre le 24. Alors, pour le « tous ensemble », il faudra s'en charger nous-mêmes, comme les Gilets jaunes, et avec eux, qui n'ont attendu l'appel de personne pour faire trembler le gouvernement.

La tactique du tic-tac...

La direction n'a pas attendu très longtemps pour tenter de nous remettre la pression dès la rentrée. Mercredi dernier, lors de son Quart d'Heure Com' nous avons eu droit sur les slides qu'elle nous projetait à l'image animée d'un chronomètre pour bien nous signifier que le temps qui nous est octroyé pour quitter l'usine fond comme neige au soleil.

Quelle sera la prochaine com' de PSA ? L'image d'un couperet qui s'abat sur nos têtes ? C'est une tactique à double tranchant (sans mauvais jeu de mot...) car elle peut aussi nous motiver pour réagir collectivement, et il en est encore temps.

Un expresso fort de café

Pendant ce même Quart d'Heure Com', ou « Expresso » ainsi que l'intitule désormais la direction, les chefs nous ont fait la morale sur le respect des horaires... Selon eux, certains arriveraient en retard, et partiraient un peu trop tôt... Avec menace à peine voilée de nous mettre des rapports. N'oubliez pas d'être à l'heure avant de vous faire virer ! Dans le contexte actuel de fermeture de l'usine, c'est une belle provocation.

L'inspecteur Gadget nous ballade

Vendredi dernier, la visite d'Airbus Helicopters au Bourget était organisée pour certains d'entre nous. Sauf que la majorité du personnel de Saint-Ouen n'avait pas été prévenue ! L'ambassadeur RH qui pilotait cette visite rêve-t-il de s'élever si haut dans les airs qu'il ne veut pas s'embarrasser en la proposant à tout un chacun ?

L'embarquement sur le vol 06.09.2019 à destination du Bourget aura lieu... sans vous ! Un épisode qui illustre bien la stratégie à double vitesse de la direction, qui distille ses infos au compte-goutte, à certains plutôt qu'à d'autres. Ne nous laissons pas diviser, ni tromper sur toutes les prétendues opportunités qu'il y aurait dans ces entreprises.

Ouvriers sans pain, et actionnaires avec brioche

Depuis 5 ans, PSA affiche des résultats financiers records quasiment chaque semestre. La recette de ces succès : une surexploitation permanente et sans frontière.

Au premier semestre 2019, l'annonce des résultats coïncide avec celle de 4000 licenciements en Chine et ces résultats ne sont pas non plus sans lien avec les suppressions de poste à Opel. Chute des ventes à l'autre bout de la planète, ralentissement économique, récession possible dans le secteur auto, peu importe, les dividendes versés aux actionnaires

sont garantis, Tavarès ayant même pour objectif d'augmenter la part des bénéficiaires consacrée aux dividendes de 25 à 28 % !

Deliveroo : un livreur de repas radié pour avoir organisé une grève

Nassim Hamidouche a perdu son travail chez Deliveroo parce qu'il refusait la baisse brutale des tarifs à la course, payée 2,50 euros depuis juillet. Une perte de revenu de 50% sur deux ans pour les livreurs. Avant 2016, ceux-ci étaient payés 7,50 euros de l'heure plus 2 à 4 euros par course selon l'ancienneté. Depuis, la plateforme a réduit 3 fois ses tarifs précarisant toujours plus les coursiers. Pour justifier ce licenciement Deliveroo prétexte un vol de repas. En réalité, Nassim a été radié pour avoir organisé une grève. Le vrai voleur, c'est Deliveroo qui impose des salaires de misère à ses employés et voudrait qu'ils acceptent leur exploitation sans broncher.

Protection de l'environnement :***Macron fait le contraire de ce qu'il dit***

Macron ne se prive pas de dénoncer la destruction de la forêt amazonienne, « en même temps », il livre 36 000 hectares de forêt aux compagnies minières en Amazonie française et en Guyane. Concernant les pesticides, une quarantaine de maires ont pris un arrêté de bon sens qui interdisait leur épandage à moins de 150 m des habitations. Sous la pression des lobbies agricoles, son gouvernement propose une distance de protection de 5 à 10 mètres entre les champs traités aux pesticides et les habitations. Qui croira qu'une distance aussi dérisoire suffit à empêcher le vent et la pluie de contaminer gravement les habitants concernés !

Comme tous les dirigeants, Macron est incapable de s'opposer aux intérêts des grands pollueurs capitalistes. Pour masquer cette impuissance, il ne lui reste que les fausses promesses, l'hypocrisie et le mensonge.

Ceux qui font de la démagogie, et ceux en subissent les conséquences

Après une semaine riche en rebondissements, les députés britanniques ont finalement voté la possibilité de repousser le Brexit de trois mois. A force de surenchère nationaliste, les politiciens partisans du Brexit ne s'en sortent pas... de sortir. Et pendant qu'ils s'agitent dans les cercles de pouvoir, ce sont les travailleurs qui paient la note avec la cure d'austérité annoncée pour compenser les effets du Brexit.